



Secrétariat Sekretariat
Permanent für die
pour la Prévention Prävention
des Pollutions industrieller
Industrielles Umweltbelastung
Strasbourg Kehl



11^{ème} Assemblée Plénière :

Une synthèse de la séance du 6 juin 2013 au Palais de la Musique et des Congrès Strasbourg

Sommaire

Préambule	2
I) Bilan et actions programmées des commissions thématiques	3
1) Commission "Air et bruit"	3
2) Commission "Eau, sols et déchets"	4
3) Commission "Prévention des risques"	4
4) Commission "Actions transrhénanes"	5
5) Commission "Information et communication"	5
6) Débat	6
II) Interventions de personnalités invitées	7
1) Le rôle de l'Eurodistrict Strasbourg Ortenau	7
2) Présentation de l'Institut Français des Formateurs Risques Majeurs et Protection de l'Environnement	8
3) La démarche Hygiène, Sécurité et Environnement dans l'entreprise, le développement de la culture de la sécurité	9
III) Conclusion	10
Annexe : liste des participants	12

NB: La synthèse de la séance, le programme, les diaporamas des intervenants à l'Assemblée Plénière et le Rapport de Synthèse distribué à l'entrée en séance sont disponibles au téléchargement sur le site : www.alsace.developpement-durable.gouv.fr, dans le répertoire *Risques Technologiques*, sous la rubrique *SPPPI Strasbourg-Kehl*.

Préambule

Cette 11^e Assemblée du 6 juin 2013 marque les "20 ans d'activité" du SPPPI de Strasbourg-Kehl. En 1993, le Professeur Daniel BERNARD, Président fondateur, avait réuni la première Plénière qui fit rapidement suite à la séance inaugurale du SPPPI présidée le 23 novembre 1992 par le Préfet BAREL et Madame Catherine TRAUTMANN, Maire de Strasbourg.

Aujourd'hui Madame TRAUTMANN, Ancienne Ministre, Député européenne et Vice-présidente de la CUS, nous fait l'Honneur d'ouvrir la séance et de participer aux discussions faisant suite aux présentations des activités des cinq Commissions Thématiques.

Ces présentations (Bilans, objectifs et programmation) constituent la première partie de la séance. Sur la base de démarches différenciées, les Commissions et leurs groupes de projets du SPPPI abordent les problèmes de la "thématisation" de la Question Environnementale et de ses effets sur les prises de décisions, les pratiques de mise en oeuvre, les rapports entre les diverses parties prenantes et/ou les différentes modalités de "l'agir collectif".

La concertation y est envisagée comme un processus public de confrontation et d'évolution des points de vue, soit sur l'entreprise industrielle et les controverses technologiques, soit sur les politiques d'Etat et/ou des Collectivités locales, soit sur les risques pour l'Homme et son environnement, consécutifs à l'aménagement du Territoire.

En cela, la concertation est un ressort essentiel de la "thématisation publique" des multiples questions d'environnement, de développement et de santé.

Dans la deuxième partie du programme, les trois personnalités invitées du SPPPI, guident les participants sur les "domaines d'accompagnement" que voici:

- l'animation citoyenne transrhénane, avec la Secrétaire Générale de l'Eurodistrict "Strasbourg-Ortenau" ;
- l'aide pédagogique à la prévention des risques, avec la Déléguée régionale de l'Institut des Formateurs;
- l'organisation de la sécurité en Entreprise, avec le Responsable HSEQ de l'Entreprise LANXESS Emulsion Rubber.

Lothaire ZILLIOX, Président du SPPPI, indique en introduction que les 15 SPPPI constitués en France réunissent des compétences techniques, scientifiques, économiques, sociales, citoyennes et humaines et tentent d'assurer au mieux un rôle de concertation ouverte et d'acteur communicant en matière d'environnement industriel et d'expertise collégiale dans une perspective de développement durable.

En ouverture de l'Assemblée Plénière, Catherine TRAUTMANN, rappelle que la confrontation entre industrie et citoyens pose problème dans une région souhaitant demeurer industrielle. En réunissant différents partenaires (Etat, collectivités locales, associations...), le SPPPI a pour vocation de renforcer la responsabilité publique individuelle de tous les intervenants (chefs d'entreprise, citoyens...) et à développer la responsabilité collective (éducation, compréhension des enjeux...). Le SPPPI fait désormais face à des défis nouveaux, notamment des difficultés croissantes d'acceptation des citoyens face aux activités industrielles à risques, comme le démontrent les débats relatifs au PPRT du Port aux Pétroles. Dans ce contexte, le SPPPI de Strasbourg-Kehl est une instance précieuse de concertation, de travail, d'explication, d'information réciproque et de recommandation.

PROGRAMME

13h30 - Accueil - café / Anmeldung der Teilnehmer
14h00 - Mot d'ouverture / Eröffnungswort

Bilan et actions programmées des Commissions Thématiques
Kommissionsarbeiten, Bilanz und Ausblicke

- **Commission «Air et bruit» / Luft u. Lärm**
M. Alain Cantineau - Professeur à l'Université de Strasbourg - Chef du service de Pathologie Professionnelle, Hôpital Civil de Strasbourg.
- **Commission «Eau, sols et déchets» / Wasser, Boden u. Abfall**
Mme Anabelle Reichmann - Vice-Présidente de la Commission Urbaine de Strasbourg, Conseillère Municipale de Schiltigheim - Eau au Conseil Régional d'Alsace.
- **Commission «Prévention des risques» / Vermeidung von Risiken**
Mme Anne Boucheron - Directrice du Service administratif Régional des Affaires Civiles et Économiques de Dotation et de la Protection Civile, Préfecture du Bas-Rhin.
- **Commission «Actions transrhénanes» / Rheinübergreifende Anzeigenheiten**
Dr. Claude-Béatrice Seifried - Ancien Directeur d'Hôpital spécialisé des maladies internes, Eau au Conseil Municipal de la Ville de Kehl et membre du Kreisrat Ortenau.
- **Commission «Informatique et communication» / Öffentliche Informationsmaßnahmen**
Mme Françoise Tardieu - Expert en Risques majeurs - Ancien membre de la Direction du Patrimoine culturel et naturel de l'Europe de l'Europe.

14h15 à 15h15

15h15 - Discussion générale / Diskussionsrunde
15h45 - Pause café / Kaffeepause

Interventions de personnalités invitées
Kurzvorträge

16h15
Mme Gerda Rieder - Secrétaire Générale de l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau, son thème : Wie können der Eurodistrict „Strasbourg-Ortenau“ und das SPPPI „Strasbourg-Kehl“, gemeinsam den grenzüberschreitenden Austausch von umweltrelevanten Informationen verstärken?

16h35
Dr Fabienne Frankeburg - Déléguée régionale de l'IFFO-RME Institut Français des Formateurs Risques Majeurs et Protection de l'Environnement sur le thème : Présentation de l'IFFO-RME : ses objectifs, sa place dans une politique de prévention des risques.

16h55
M. David Schilling - Responsable HSEQ, société UNDEXS Émission Rubber, sur le thème : La démarche Hygiène, Sécurité et Environnement dans l'entrepreneuriat - développement de la culture de la sécurité.

17h15 - Discussion finale / Letzte Austauschrunde
17h35 - Le Mot de Conclusion / Schlusswort
17h45 - Cocktail / Imbiss

Travail de synthèse / Synthesearbeitung

1) Bilan et actions programmées des commissions thématiques

1) Commission "Air et bruit"

Alain CANTINEAU, Professeur des Universités, Chef du Pôle de Santé Publique et de Santé au Travail (HUS), rappelle que la notion de santé a évolué au cours des vingt dernières années. Cette notion dépasse désormais le simple fait de ne pas être malade, puisqu'elle se comprend désormais comme la capacité à vivre, travailler ou faire du sport dans son environnement. C'est dans cette perspective que s'inscrit le SPPPI.

Les objectifs de travail pour la période 2013/2015 sont :

- Contribuer à l'information du public sur les problèmes de pollution atmosphérique et les solutions de prévention ;
- améliorer la connaissance de l'état des rejets et des niveaux de pollution atmosphérique et favoriser l'amélioration de la qualité de l'air sur l'agglomération transrhénane de Strasbourg Kehl ;
- poursuivre la réduction des odeurs perçues dans l'agglomération transrhénane ;
- mieux connaître l'impact de la pollution atmosphérique sur la santé, un objectif difficile à atteindre en raison des contraintes financières pesant sur les hôpitaux.

Parmi les actions menées, il convient de citer :

- le suivi du plan de protection de l'atmosphère (PPA) de l'agglomération strasbourgeoise ;
- l'information sur le projet PPA et la présentation du plan d'actions ;
- la communication sur les modélisations relatives au transfert des polluants de l'air dans le cadre transrhénan (projet Atmo IDEE) ;
- l'information sur les installations présentes sur le territoire de la CUS, notamment avec la présentation du projet de méthanisation de la société SENERVAL ;
- l'information sur la mise en œuvre des actions relatives à la thématique "santé environnement" dans le cadre du PRSE 2.

Invité à prendre la parole par le Président du SPPPI, François LOOS, Ancien Ministre, Vice-Président du Conseil Régional d'Alsace, confirme qu'il existe un intérêt majeur à rendre intelligible des données complexes. Il souligne par ailleurs qu'il souhaite un développement économique mené dans un cadre acceptable par les citoyens. Dans ce contexte, le travail réalisé par le SPPPI est extrêmement important.

2) *Commission "Eau, sols et déchets"*

Andrée BUCHMANN, Vice-Présidente de la CUS, Conseillère Régionale, rappelle que le SPPPI a été créé suite aux craintes liées à l'implantation d'une unité d'incinération de déchets toxiques à Kehl. Elle se félicite de participer aux travaux d'une instance œuvrant des deux côtés de la frontière. Le SPPPI a pour objectif de disposer des informations les plus objectives et les plus consensuelles au niveau scientifique, mais aussi d'améliorer l'information du grand public, des élus et des professionnels.

Les objectifs de travail de la Commission "Eau, sols et déchets" pour la période 2013/2015 sont :

- améliorer la connaissance des milieux "eaux" et "sols" et de leurs usages sur le territoire de l'agglomération de Strasbourg ;
- informer sur le cadre réglementaire de la protection des ressources en eau ;
- améliorer les connaissances sur le fonctionnement du système d'alimentation en eau potable de l'agglomération de Strasbourg ;
- informer sur la reconversion d'anciens sites industriels situés au sein de la CUS.

3) *Commission "Prévention des risques"*

Annie BENETREAU, Directrice du SIRACEDPC à la Préfecture du Bas-Rhin, estime que les actions menées depuis deux ans ont permis de partager largement l'information, sans pour autant toujours parvenir au bout de la concertation. C'est pourquoi les objectifs de travail 2013/2015 visent à accentuer les explications, notamment concernant les procédures à appliquer, en :

- poursuivant le travail de présentation et de concertation concernant les PPRT et les PPI ;
- approfondissant le travail pédagogique auprès du public concernant les processus de prévention et de gestion des risques ;
- faisant progresser le dialogue en faisant appel à des compétences extérieures afin d'éclairer toutes les dimensions sociales et humaines du rapport aux risques technologiques ;

Les actions programmées afin d'atteindre ces objectifs sont :

- les réunions de présentation et de concertation à chaque étape importante de l'avancement des travaux des PPRT et des PPI ;
- l'organisation d'ateliers permettant d'approfondir l'analyse d'un processus de décision ;
- les conférences-débat en présence de scientifiques et d'experts.

Par ailleurs, par exemple dans le cadre de la Commission Actions Transrhénane, elle propose :

- d'échanger avec les responsables allemands afin de connaître la démarche d'application de la directive SEVESO II dans ce pays ;
- d'informer des raisons de la constitution des PPI associant les partenaires de la rive droite du Rhin.

4) Commission "Actions transrhénanes"

Clauss-Dieter SEUFERT, Ancien Directeur d'Hôpital, Conseiller Municipal de Kehl, Kreisrat Ortenaukreis, se félicite que le SPPPI soit un forum permettant aux responsables de Kehl, une ville où l'emploi industriel représente 5 000 emplois, de s'exprimer. Il souhaite par ailleurs que la démarche permette d'harmoniser les procédures entre les deux pays, sous peine de limiter les actions de concertation au sein de cette zone frontalière. Au cours des années passées, les principaux sujets ayant mobilisé la Commission Actions Transrhénanes ont été :

- le projet d'implantation d'une bio-raffinerie par UPM Stracel, destinée à produire des hydrocarbures à partir de résidus de bois, à proximité d'un projet urbain d'éco-quartier ;
- le projet de centrale de cogénération d'électricité à partir de pellets et granulés de bois, intéressant au niveau écologique, mais présentant un risque de diffusion de particules fines dans l'atmosphère;
- l'implantation de DALKIA dans le port de Strasbourg installations productrice de NOx ;
- la protection de la nappe phréatique, impactée par d'anciennes pollutions ;
- Le programme atmo-IDEE, visant à élaborer des bases de données atmosphériques communes afin d'évaluer l'impact transfrontalier de nouvelles installations industrielles ;
- la géothermie, aux regards des risques induits par cette technologie.

Les actions programmées visent à :

- contribuer à une meilleure transparence des procédures d'autorisation ;
- participer à l'élaboration de plans de gestion du bruit ambiant, notamment en limitant le trafic des poids lourds ;
- susciter l'élaboration d'un concept transrhénan de protection du climat ;
- inciter à la création d'un réseau transfrontalier d'approvisionnement en chaleur, visant notamment à lutter contre le gaspillage dans la non-récupération de l'énergie.

5) Commission "Information et communication"

Françoise TONDRE, Expert en risques majeurs, ancienne fonctionnaire international au Conseil de l'Europe, rappelle que la Commission Information et Communication vise à :

- développer les vecteurs d'information par la concertation multi-partenariale ;
- présenter les actions du SPPPI dans les filières de formation pluridisciplinaires en environnement et développement ;
- accueillir au SPPPI les porteurs de nouveaux projets ;
- inviter à des conférences débats.

Les actions programmées ont pour objectif de :

- développer l'information sur les risques technologique : jouer un rôle d'observateurs dans le cadre des exercices PPI ; concevoir des documents explicatifs ; organiser des conférences ;
- communiquer sur les projets d'entreprises et d'urbanisation : le projet BTL/UPM, l'activité de l'entreprise Blue Paper (Ex. Stracel), l'avenir du site de l'ancienne raffinerie de Reichstett, la présentation du PLU par la CUS ;
- organiser des réunions consacrées aux fonctionnements des incinérateurs de déchets, ou encore à la directive européenne relative aux inondations dans les bassins versants.

6) Débat

Premier à intervenir, Jean-Luc DEJEANT, Président de l'association ADIQ, reconnaît que les membres bénévoles du SPPPI ne peuvent pas toujours consacrer le temps nécessaire au groupe de travail consacré à la réduction des nuisances olfactives. Par ailleurs, il se félicite d'apprendre que la CUS s'intéresse aux problèmes liés à la multiplication des programmes de géothermie de surface, générateurs de risques hydrogéologiques jusqu'ici peu pris en considération. Enfin, il estime que les élus locaux doivent entendre l'inquiétude des habitants des quartiers situés à proximité des projets Blue Paper et BTL, notamment en ce qui concerne sur le surcroît de rejets à l'atmosphère et l'intensification de la circulation des poids lourds. Ces projets renvoient à la gestion du Port du Rhin, alors qu'une réflexion relative à une évolution cohérente de ce dernier a été demandée au Maire de Strasbourg. C'est pourquoi il préconise que le futur PLU stipule que cette zone industrielle n'autorise plus à l'avenir l'implantation de nouvelles entreprises relevant de la législation des installations classées, même si cette contrainte pourrait limiter le nombre d'emplois créés.

René HAMPE, Président de l'ADIR, approuve cette intervention.

En réponse aux deux Présidents d'association (ADIQ et ADIR) Catherine TRAUTMANN assure en Présidente du Port Autonome de Strasbourg (PAS) que l'objectif n'est pas de prendre des décisions contraires à l'intérêt des habitants. Cependant, il convient de renforcer l'utilisation du fleuve dans l'intérêt du bassin de vie transrhénan. Cette démarche s'accompagne d'un projet de développement du réseau ferré intérieur au Port, mais aussi d'une démarche visant à améliorer l'articulation entre la voie fluviale et le fret ferroviaire. Par ailleurs, les Ports d'Anvers et de Rotterdam aimeraient prendre une part du capital d'une éventuelle société privée gérant le Port de Strasbourg.

Elle rappelle ensuite qu'en collaboration avec les Ports de Bâle, Mulhouse, Colmar, Kehl, Mannheim, le Port de Strasbourg a été retenu par la Commission Européenne dans le programme Couloir 24 Gênes/Rotterdam. En effet, ces infrastructures ont un impact majeur sur l'activité industrielle des régions voisines.

Catherine TRAUTMANN précise ensuite qu'en raison de la pollution du sol, le site de l'ancienne raffinerie de Reichstett pourra difficilement être exploité à bref délai. C'est pourquoi une démarche est menée avec les industriels afin d'envisager le déplacement de certaines activités du Port aux Pétroles et le transfert vers d'autres sites d'activités ne dépendant pas directement de la voie d'eau. Cependant, une telle démarche imposerait le développement de zones d'activité au détriment des agriculteurs.

Catherine TRAUTMANN souligne enfin que le projet BTL est un projet expérimental, correspondant à la fabrication de biodiesel de deuxième génération. Il ne vise pas à créer une grande unité de production. Il s'agissait, avec le projet ULCOS à Florange, du second projet français soutenu par la Commission Européenne et la BEI. La France n'abandonnera donc pas ce projet, dont la réalisation n'est pas encore certaine. Elle rappelle enfin que le biodiesel constitue une énergie renouvelable qu'il convient de développer dans le cadre de la transition énergétique.

Jean BIEWER, Ingénieur des Industries Chimiques e.R., Commissaire Enquêteur (VP-CCERAM), regrette que certains refusent l'arrivée d'entreprise de type ICPE dans la zone portuaire. Il rappelle qu'en 2011, des manifestations ont conduit à annuler l'implantation d'une entreprise au sein de cette zone. Au final, cette implantation s'est faite à l'Est de Kehl en Allemagne, au détriment de l'emploi en France. Pour autant, les éventuels rejets polluants de cette industrie impacteront bien l'Alsace.

Andrée BUCHMANN estime que le débat démocratique impose des contre-expertises. Ainsi, elle se demande si la ressource en bois régionale est suffisante pour alimenter une unité de production de biodiesel, alors que cette ressource est déjà mobilisée pour d'autres usages.

Elle aimerait que la DREAL réalise une étude sur ce sujet. Par ailleurs, elle estime que les projets de géothermie profonde doivent eux-aussi faire l'objet de contre-expertises et être acceptées par la population au regard des risques encourus.

Catherine TRAUTMANN précise que le projet BTL est réalisé dans le cadre de conventions avec la filière régionale de production de bois. Elle estime que la Région devrait piloter ce type d'études.

Joseph KLEINPETER, Directeur de l'ASPA (ATMO-Alsace), précise qu'une « cellule biomasse » regroupant différentes administrations, dont la DREAL, ainsi que des représentants de la filière bois, a été constituée afin de vérifier l'adéquation entre la ressource disponibles et les différents besoins exprimés. Une démarche identique est menée dans le cadre de l'ensemble de l'espace du Rhin supérieur.

Maurice MULLER, Consultant indépendant, ancien chargé de mission au S.R.E.T.I.E., Ministère de l'Environnement, aimerait savoir si l'élaboration d'un concept transrhénan de protection du climat pourrait conduire à étendre le Plan Climat de la CUS à la zone de l'Ortenau.

Clauss-Dieter SEUFERT indique tout d'abord que différents scientifiques estiment que le projet de production de biodiesel imposera d'utiliser de grandes quantités de bois, et pas uniquement les résidus de production. Ces estimations tablent sur l'utilisation d'un million de tonnes de bois pour produire 100 000 tonnes de Bio diesel. Or il existe déjà une pénurie de production de bois dans la Région.

Concernant le concept transrhénan de protection du climat, il précise que le Conseil Municipal de Kehl a confié à ENDURA le soin de porter le projet de plan climat de Kehl.

Andrée BUCHMANN assure qu'elle est associée à l'élaboration du plan climat de Kehl.

II) Interventions de personnalités invitées

1) *Le rôle de l'Eurodistrict Strasbourg Ortenau*

Cordula RIEDEL, Secrétaire Générale de l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau, rappelle que l'Eurodistrict regroupe 79 communes. La superficie couverte est plus importante en Allemagne, mais la répartition de la population des deux côtés de la frontière est plus équilibrée. Il est envisagé, côté rive gauche du Rhin, d'étendre la zone au sud de la CUS. Cette structure a été créée en 2005, puis a adopté une personnalité juridique propre en février 2010.

L'Eurodistrict comprend aujourd'hui, un Conseil, composé de 48 élus délibérant à la majorité simple, d'un Bureau de 14 membres, d'une Présidence et d'une Vice-Présidence tournante. Son Secrétariat Général est implanté à Kehl, mais son Siège est à Strasbourg.

Ses moyens d'action sont :

- l'initiation, l'accompagnement et la coordination de coopérations transfrontalières ;
- la création et l'animation de groupes d'experts ;
- un rôle de relai des acteurs locaux et régionaux ;
- la réalisation d'études ou de consultations des citoyens.

Ses orientations stratégiques sont :

- le soutien aux actions des citoyens, avec la mise en place d'un fonds de microprojets destiné à soutenir les projets des citoyens ;
- la participation citoyenne (rendez-vous élus/citoyens, vote en ligne...) ;
- la santé, avec le projet d'une zone transfrontalière d'accès aux soins et un projet de lutte contre les addictions ;

- le transport, avec une étude de faisabilité multimodale pour améliorer l'accessibilité à l'ensemble du territoire, le développement du réseau multimodal, ou encore le projet Europass d'harmonisation tarifaire ;
- l'environnement, avec un plan commun contre les nuisances sonores, le vote d'une résolution en faveur de la fermeture de Fessenheim, un forum sur l'économie verte ou encore l'élaboration de cartes thématiques ;
- l'économie, avec des actions destinées à améliorer la visibilité de l'Eurodistrict et à renforcer le développement local et la dynamique des entreprises.

Différents évènements ont été organisés : les forums de l'Eurodistrict, les évènements ciblés (semaine de l'entrepreneur européen...), ou encore des manifestations grand public (kilomètre solidarité...).

L'Eurodistrict soutient également des projets par le biais de subventions classiques, la création d'un fonds destiné à porter des microprojets, ou encore la création d'un fonds permettant de favoriser les déplacements scolaires.

Différentes coopérations ont été organisées avec le SPPPI, notamment le financement d'un séminaire transrhénan consacré à la géothermie profonde. L'Eurodistrict a également soutenu le projet Atmo-IDEE et a tenté d'élargir la Commission transfrontalière du SPPPI à l'ensemble de l'Ortenaukreis. Il convient désormais de se demander comment l'Eurodistrict et le SPPPI peuvent développer les échanges transfrontaliers autour de thèmes environnementaux.

Lothaire ZILLIOX suggère de créer un groupe transfrontalier consacré aux nuisances sonores selon le modèle du groupe "nuisances olfactives" créée au SPPPI il y a 12 ans.

2) Présentation de l'Institut Français des Formateurs Risques Majeurs et Protection de l'Environnement

Fabienne FRAMBOURG, Médecin dans l'Education Nationale, e.R., Déléguée régionale IFFO-RME, précise que l'IFFO-RME a été créé en 1997 et a changé de dénomination à plusieurs reprises. Sa mission consiste à former les membres du réseau, créer et diffuser des outils pédagogiques, accompagner et suivre des actions éducatives et culturelles, aider à la mise en place de plans particuliers de mise en sûreté ou de plans de secours, participer à l'information préventive des populations, participer aux échanges et aux groupes de travail mis en place sur ce thème. Sept délégations régionales ont été créées, dont une en Alsace.

Le réseau de 400 formateurs est présent dans toute la France. 60 % des membres de ce réseau sont issus de l'Education Nationale. D'autres sont issus du MEED, de la DREAL, du Ministère de l'Intérieur.

Les objectifs et les missions de l'IFFO-RME sont :

- de former, au niveau national, des formateurs « Risques majeurs Education » ;
- de créer et de diffuser des outils pédagogiques et de sensibilisation pour les formateurs, les élèves et le grand public, dont un document relatif au risque nucléaire, dont la diffusion n'a pas été autorisée par le Recteur de l'Académie de Strasbourg ;
- d'initier, d'accompagner et de suivre des actions éducatives ;
- d'aider à la mise en œuvre de l'information des populations sur le risque majeur et sur les mesures de sauvegarde pour s'en protéger ;
- de développer les actions et les échanges internationaux.

L'IFFO-RME est opérateur du Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable. Il a signé une convention avec la Direction Générale de la Sécurité Civile et de la Gestion des Crises, l'Education Nationale, L'IRSN, l'ASN, ou encore Météo France. Enfin, des partenariats ont été noués avec l'ONS ou l'AFPSSU.

L'Institut s'adresse aux établissements scolaires, qui sont soumis à une obligation d'éducation aux risques, mais aussi aux maires, qui doivent se conformer à une obligation d'information des populations.

L'IFFO-RME s'intéresse également aux anciens sites industriels accueillant des établissements scolaires. Enfin, il est envisagé de rédiger un guide relatif à la culture du risque majeur.

Lothaire ZILLIOX estime que cette démarche devrait faire l'objet d'une réflexion transrhénane. Il avoue être surpris de constater une totale divergence concernant les consignes diffusées dans les écoles dans le cadre des exercices PPI réalisés en France et en Allemagne.

3) *La démarche Hygiène, Sécurité et Environnement dans l'entreprise, le développement de la culture de la sécurité*

David SCHLIENGER, Manager-Responsable HSEQ, Société Lanxess, rappelle en introduction que les risques sont universels. C'est pourquoi la culture de sécurité impose de prendre au sérieux toutes les opérations, des plus simples au plus complexes. En effet, le risque zéro n'existe pas.

La culture hygiène, sécurité et environnement a succédé à une démarche uniquement fondée sur la sécurité. Cette démarche ne doit pas se limiter à identifier un responsable Sécurité. Elle impose de s'inscrire dans une culture sécurité intégrée à l'ensemble de l'organisation concernée.

Construire un système efficace de management de la sécurité impose de suivre la réglementation, de disposer d'un système de gestion de la sécurité, d'obtenir certaines certifications, de disposer d'un taux de fréquence bas des accidents, mais aussi et surtout de travailler sur la technique, l'organisation et la culture. Plus précisément, LANXESS a identifié 22 critères permettant de garantir un système efficace de management HSE, par exemple la gestion des sous-traitants. Chaque site doit alors être audité afin d'affecter une note comprise entre 0 et 5 à ces différents critères. Un tel diagnostic, réalisé sur le site LANXESS de La Wantzenau en 2012, a démontré par exemple de très bons résultats concernant les plans de secours, ou encore la gestion des sous-traitants, mais des résultats moins bons concernant par exemple la gestion des modifications.

Depuis 2012, une dizaine d'actions a été initiée sur le site de La Wantzenau, dont :

- la mise en place d'écrans HSE ;
- un *reporting* mensuel de tous les incidents ;
- un nouveau système de permis de travail ;
- la mise en place d'un suivi des situations à risque ;
- l'analyse de chaque soin ;
- la mise en place de tours d'observation ;
- un nouveau système de gestion des modifications ;
- la mise en place d'un guide pour le management des conséquences ;
- un nouveau système pour l'exportation des risques ;
- la mise en place de tours d'inspection.

La démarche HSE initiée au sein du Groupe LANXESS est une démarche globale et se développe sur la durée. Elle permet d'élaborer une culture commune sur des sites relevant d'histoires et de cultures différentes.

Annie BENETREAU se félicite de la démarche HSE mise en œuvre au sein de LANXESS, qui s'appuie sur l'ensemble des salariés d'une usine afin de construire une culture sécurité.

III) Conclusion

Marc HOELTZEL, Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, souligne que les SPPPI bénéficient du soutien du Ministère, qui y voit un élément important de la stratégie d'action face aux risques industriels. Pour la DREAL, il s'agit également d'un acteur local important avec lequel les échanges sont nombreux.

Les SPPPI sont des entités modèles en matière de transparence, puisque leur action permet une meilleure perception du risque par les citoyens. Il s'agit également d'un vecteur d'information face à la complexité des enjeux. D'une manière générale, le dialogue avec les riverains d'un site industriel permet d'entendre des messages différents et permet aux administrations et aux industriels de progresser. L'approche scientifique qui caractérise les responsables du SPPPI Strasbourg Kehl permet de garantir sa neutralité. Cette instance bénéficie de nombreux partenariats et est capable de mener des travaux de fonds dans le cadre de ses commissions.

Marc HOELTZEL considère que le SPPPI est un acteur important, qui permet de prendre du recul par rapport aux territoires, mais aussi de disposer d'une vision intégrée, conformément à la démarche engagée par la DREAL. Or le besoin de transparence va sans doute se renforcer à l'avenir, notamment avec la mise en œuvre de la directive SEVESO III.

Document rédigé par la société Ubiquis – Tél : 01.44.14.15.16 – <http://www.ubiquis.fr> – infofrance@ubiquis.com – revu et complété par le bureau du SPPPI et l'APIAS.

Remerciements :

Pour la réalisation des documents préparatoires et leurs contributions à la tenue de cette Assemblée Plénière, le Président du SPPPI exprime ses remerciements chaleureux à toute l'équipe d'animation du SPPPI de l'agglomération transrhénane de Strasbourg-Kehl : Mesdames Annie Bénétreau, Andrée Buchmann, Laurence Morival, Sophie Sanson, Françoise Tondre et Messieurs Daniel Bernard, Alain Cantineau, Siegfried Schneider, Claus-Dieter Seufert.

Notre vive gratitude va à Madame Catherine Trautmann pour sa participation active à cette 11^{ème} Plénière du SPPPI, après avoir ouvert la séance avec des mots d'encouragement à ce "Secrétariat Permanent" qu'elle avait contribué à mettre en place, avec le Préfet Barel, il y a 20 ans.

Nous sommes particulièrement reconnaissants à nos intervenants-invités, Mesdames Cordula Riedel, Fabienne Frambourg et Monsieur David Schlienger, d'avoir fait bénéficier les participants à cette 11^{ème} Assemblée de leurs expériences respectives dans les domaines spécifiques cités plus haut.

J'exprime mon très cordial "Merci" à Monsieur Marc Hoeltzel qui a spontanément accepté de conclure cette séance, à la fois en observateur expérimenté et en partenaire mettant les services de la DREAL Alsace à la disposition des activités du SPPPI. Qu'il me soit permis d'adresser ici mes remerciements sincères aux ingénieurs et techniciens des services qui font bénéficier le SPPPI de leurs qualités humaines et de leur savoir professionnel.

Nos vifs remerciements vont naturellement à l'ensemble des contributeurs-financiers qui soutiennent les actions du SPPPI via l'association APIAS, présidée par le Pr. Daniel Bernard, à savoir : La Communauté Urbaine de Strasbourg, le Conseil Général du Bas-Rhin, la Région Alsace, la CCI de Strasbourg et du Bas-Rhin, la Fédération des Industries d'Alsace.

Lothaire Zilliox



Photos Tooyoo

SPPPI

Version : 10 juin 2013

Secrétariat Permanent pour la Prévention des
Pollutions Industrielles de l'agglomération de Strasbourg

Assemblée plénière

Réunion du : 06/06/2013

Personnes présentes ou excusées

**Liste des participants à l'Assemblée Plénière
Du 6 juin 2013**



Nom, Prénom	Organisme	Présent	Excusé
BACH Thomas	Institut de Botanique	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
BARRAS Anne-Valérie	Bureau de Recherches Géologiques et Minières (B.R.G.M. d'Alsace)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
BENETREAU Annie	Préfecture de la région Alsace et du Bas-Rhin	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

1 / 5

Nom, Prénom	Organisme	Présent	Excusé
BENOIT Françoise	Confédération Syndicale des Familles section Neudorf (CSF ARS)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
BERNARD Daniel	Consultant indépendant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
BERNHARDT Christiane	Agence Sureté Nucléaire	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
BERTRAND Rémi	Association pour la Surveillance et l'Etude de la Pollution Atmosphérique en Alsace (ASPA)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
BIEWER Jean	Compagnie des Commissaires Enquêteurs Région Alsace-Moselle (CCERAM)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
BIGOT Jacques	Communauté Urbaine de Strasbourg	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
BOTZ Anita	Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement d'Alsace (DREAL)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
BUCHMANN Andrée	Communauté Urbaine de Strasbourg	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
CANTINEAU Alain	Hôpitaux Universitaires de Strasbourg	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
CHAKRI Karima	Société BLUE PAPER	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
CHEVALIER Viviane	Préfecture de la région Alsace et du Bas-Rhin	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
COLLIN Anne-Sophie	Communauté Urbaine de Strasbourg	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
COLLIN Paul	Consultant indépendant	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
DEETJEN Pierre-Antoine	Chambre de Commerce et d'Industrie de Strasbourg et du Bas-Rhin (CCI)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
DEJEANT Jean-Luc	Association de Défense des Intérêts des Quartiers centre-est de Strasbourg (ADIQ)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
DIRECTEUR Monsieur le	Centre d'Analyses et de Recherches (CAR)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
DOISY Sonia	Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement d'Alsace (DREAL)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
DOUMAS Jacques	Association Alsacienne des Usagers Industriels de l'Eau	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
DREYFUS Henri	Conseil Général du Bas-Rhin	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
DREYSSE Marie-Dominique	Conseil Général du Bas-Rhin	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
DUTSCHER Gérard	Consultant Indépendant	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
FEVER Florent	Direction Départementale des Territoires (DDT)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
FLECK Valérie	TOOYOO	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
FRAMBOURG Fabienne	Institut Français de Formateurs Risques Majeurs et Protection de l'Environnement (IFFO-RME)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
GALLOIS Martine	Fédération des Industries d'Alsace	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

Nom, Prénom	Organisme	Présent	Excusé
GARTNER Lucienne	Conseil Régional d'Alsace	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
GERLINGER Martial	Conseil Général du Bas-Rhin	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
GIRARD Michel	Ordre des Médecins	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
GLATH Bernard	Chambre de Consommation d'Alsace	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
GRASSER Gilbert	Consultant indépendant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
GRIMM Francis	Chambre de Commerce et d'Industrie de Strasbourg et du Bas-Rhin	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
HAMPE René	Association de Défense des Intérêts de la Robertsau (ADER)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
HOELTZEL MARC	Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement d'Alsace (DREAL)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
HUG Jean-Marc	Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement d'Alsace (DREAL)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
IHADADENE Nadia	Centre Anti-Poisons	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
JOCKERS Claude	Consultant indépendant	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
JUNG Monique	APRONA	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
JURDANT-PFEIFFER Pascale	Conseil Général du Bas-Rhin	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
KAH Benoît	Association de Défense des Intérêts des Quartiers centre-est de Strasbourg (ADIQ)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
KALTENBACH Georges	Hôpitaux Universitaires de Strasbourg	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
KENNEL Guy-Dominique	Conseil Général du Bas-Rhin	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
KLEINPETER Joseph	Association pour la Surveillance et l'Etude de la Pollution Atmosphérique en Alsace (ASPA)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
KOPFERSCHMITT-KUBLER Marie-Christine	Consultant indépendant	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
KUBICKI Eve	Direction Départementale de la Cohésion Sociale (DDCS)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
L'ACHELEC Patrick	Consultant indépendant	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
LACAU Arnaud	Société BIO-SPRINGER	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
LAENG Florent	Union Départementale C.G.T. du Bas-Rhin	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
LANGENFELD Christine	Association pour la Sauvegarde et l'Environnement Robertsau (ASSER)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
LE TALLEC Monsieur le Dr	Conseil Général du Bas-Rhin	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
LEFIN Yves	Institut National de l'Environnement et des Risques (INERIS Est)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Nom, Prénom	Organisme	Présent	Excusé
LIEWIG Nicole	Centre d'Ecologie et Physiologie Energétiques (CEPE)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
LIVARDJANI Fariborz	SAMU de l'Environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
LOOS François	Conseil Régional d'Alsace	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
LORNE Christophe	Société BUTAGAZ	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
MAILLARD Nicolas	Société SENSIENT FLAVORS	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
MAURER Jean-Philippe	Conseil Général du Bas-Rhin	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
MORELLE Julia	Landratsamt Ortenaukreis	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
MORIVAL Laurence	SPPPI - APLAS	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
MULLER Maurice	Consultant Indépendant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
MUTSCHLER Christelle	Délégation Régionale d'EDF	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
NEFF Annick	Communauté Urbaine de Strasbourg	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
OHLENBUSCH HEIKO	Association pour la Qualité de la Vie à la Wantzenau (APQW)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
RAZAKARISOA Olivier	Institut Franco-Allemand de Recherche de l'Environnement (IFARE)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
REINBOLT René	Fédération Alsace Nature	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
REIS Jacques	Club de Neurologie de l'Environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
RIEDEL Cordula	Eurodistrict Strasbourg-Ortenau - Groupement Européen de Coopération Territoriale (GECT)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
RIES Roland	Ville de Strasbourg	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
RIVIERE Emmanuel	Association pour la Surveillance et l'Etude de la Pollution Atmosphérique en Alsace (ASPA)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
SANSON Sophie	Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement d'Alsace (DREAL)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
SCHERER Frank	Landratsamt Ortenaukreis	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
SCHNEIDER Siegfried	Ville de Kehl	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
SEUFERT Dr. Claus-Dieter	Ville de Kehl	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
SIRY Laurent	Communauté Urbaine de Strasbourg	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
SPRINGER Yves	Fédération Alsace Nature	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
TONDRE Françoise	Consultant Indépendant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Nom, Prénom	Organisme	Présent	Excusé
TRAUTMANN Catherine	Ville de Strasbourg	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
UMHEY Michael	Regierungspräsidium Freiburg	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
VIERLING Jacques	Association pour la Qualité de la Vie à la Wantzenau (APQW)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
VILLEREZ François	Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement d'Alsace (DREAL)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
WERNET Hubert	STADT OFFENBURG	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
WILLER Jean-Marc	Ecole Nationale du Génie de l'Emi et de l'Environnement de Strasbourg (ENGES)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
WITZ Emmanuelle	APRONA	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
ZILLIOX Lothaire	Consultant indépendant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Présent Excusé

URGMER	André	DOW France - médecin du travail	<input checked="" type="checkbox"/>	
BURVINGT	Florence	SDEA	<input checked="" type="checkbox"/>	
DEFFINIS	Laurent	CCI Région Alsace	<input checked="" type="checkbox"/>	
DULCK	Rosalie	Union Départementale des associations familiales	<input checked="" type="checkbox"/>	
ECKART	Jean-Luc	DALKIA	<input checked="" type="checkbox"/>	
HAMMERMEISTER	Alexander	Bürgerinitiative Umweltschutz Kehl	<input checked="" type="checkbox"/>	
KELLER	Fabienne	Sénatrice Bas-Rhin		<input checked="" type="checkbox"/>
KERN	Raymond	SAPM		<input checked="" type="checkbox"/>
KITZCHNER	Verena	Eurodistrict	<input checked="" type="checkbox"/>	
KLEITZ	Francis	Directeur de SENERVAL	<input checked="" type="checkbox"/>	
KNEBUSCH-CRON	Syrielle	Interprète	<input checked="" type="checkbox"/>	
KRAPP		Adjoint au Maire Ville Kehl		<input checked="" type="checkbox"/>
LOECKX	Margaret-Caroll	Avocate	<input checked="" type="checkbox"/>	
MATHY	Arnaud	Directeur Général Commt.d'agglom. Sarreguemines confluences	<input checked="" type="checkbox"/>	
MAÏR	Juergen	Regierungspräsidium Freiburg		<input checked="" type="checkbox"/>
OMEYER	H.	Conseil Régional d'Alsace		<input checked="" type="checkbox"/>
PATARIN	Joël	UHA		<input checked="" type="checkbox"/>

5 / 5

			Présent	Excusé
PINAUD	Vanessa	Conseil Régional d'Alsace		<input checked="" type="checkbox"/>
ROTH	Roland	Président Commt. d'agglom. Sarreguemines confluences (CACs)	<input checked="" type="checkbox"/>	
SCHLIENGER	David	LANXESS Emulsion Rubber	<input checked="" type="checkbox"/>	
STOBER	Ingrid	KIT		<input checked="" type="checkbox"/>
STRUSS	Jean	SDIS 68	<input checked="" type="checkbox"/>	
VAN KAMPEN	Karola	Bürgerinitiative Umweltschutz Kehl	<input checked="" type="checkbox"/>	
VEIT	Céline	Chambre d'Agriculture 67	<input checked="" type="checkbox"/>	
WALTER	Thierry	Rohm & Haas Lauterbourg		<input checked="" type="checkbox"/>

Messieurs R. RIES, Sénateur, Maire de Strasbourg et J. BIGOT, Président de la CUS étaient représentés par Mme C. TRAUTMANN.

Monsieur G-D. KENNEL, Président du Conseil Général du Bas-Rhin se fit représenter par M. Y. LE TALLEC.